

Depuis février, la situation a bien évolué. Le mouvement s'élargit et s'enracine. Le refus du projet de loi, s'enrichit de l'exigence d'un autre projet moderne car protecteur de la vie des jeunes et des salariés. **Un projet construit avec les jeunes, avec les travailleurs et les syndicats.**

Hollande, Valls et Macron, eux, mobilisent les CRS, provoquent, sèment la peur. Pour désamorcer la mobilisation, ils cherchent à diviser, les jeunes contre les anciens, les étudiants contre les salariés, et déversent leurs mensonges aux médias qui n'arrivent plus à endiguer les réseaux sociaux !

Rien n'y fait et rien n'y fera. A chaque fois la réponse du mouvement social est la même : plus de mobilisations avec plus d'unité encore, plus de participation avec plus de détermination encore !

Amplifions les mobilisations

5 et 9 avril : tous dans l'action, tous aux manifs !

C'est ce qui est décidé semaine :

➤ **Manifestation le mardi 5 avril**

➤ **Et le samedi 9 avril. 14h Place Jean Macé – Bellecour**

Des millions de personnes sont appelés à manifester en famille. Beaucoup pourront être aux manifestations. Il n'y a pas l'obligation d'un arrêt de travail, ce qui est important pour les travailleurs des PME et des TPE, n'ayant pas la chance d'avoir de syndicat.

Pierre-Bénite : un car à 13h 30

Arrêt TCL face à la Caisse d'Epargne

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom : Prénom :

Adresse :

E-mail : Tél :

Parti communiste français : 2, place du Colonel-Fabien 75019 Paris - Tél. : 01 40 40 12 12 / E-mail : pcf@pcf.fr / Web : www.pcf.fr

On lâche rien !

Tous à la manif le 9 avril !



1 300 000 personnes rassemblées le 31 mars ont exigé le retrait du projet de loi dit El Khomri.

Les communistes soutiennent ce mouvement exceptionnel car l'archaïsme du projet de loi enfoncera encore un peu plus la France dans le déclin, comme le démontrent de nombreux syndicalistes, économistes et juristes !

La droite et le Medef en veulent encore plus et plus dur. Cela révèle le contenu réactionnaire du projet des sociaux libéraux.

Si de légères évolutions ont été opérées, Valls affirme qu'elles ne changent pas le sens général du texte et la ministre du travail annonce que des propositions patronales seront acceptées lors du débat parlement au aggravant la précarisation du salariat. **C'est une provocation !**

Les syndicats ont aussitôt réaffirmé leur exigence : « **le retrait du texte et une vraie négociation visant à renforcer la sécurité des salariés** ». Ils se sont adressés à nouveau, au gouvernement le 31 mars au soir.

Pour être informés, rendez-vous sur le blog du Front de Gauche : fdgpierrebe.over-blog.com